

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Nations Unies

En 1968, le nombre total des membres de l'Organisation des Nations Unies a été porté à 126 avec l'admission de l'Île Maurice, de la Guinée équatoriale et du Souaziland.

Comme en 1967, la situation du Moyen-Orient a continué d'être l'un des grands sujets de discussion au Conseil de sécurité, aux sessions plénières de l'Assemblée générale et à la Commission politique spéciale relativement à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Un grand nombre de négociations et d'entretiens officiels ont eu lieu pour appuyer les efforts de l'ambassadeur Jarring (représentant spécial du secrétaire général) visant à amener un règlement pacifique entre Arabes et Israéliens. D'autres zones de tension, le Nigéria, la Tchécoslovaquie et le Vietnam, bien que ne figurant pas à l'ordre du jour, ont quand même influé sur l'atmosphère de la vingt-troisième session et altéré les opinions exprimées par les nations membres sur un certain nombre de questions.

On a dit de la vingt-troisième session qu'elle n'avait pas été éminemment productive. Des progrès ont pourtant été accomplis dans plusieurs domaines qui ne sont pas sans promesses pour l'avenir. On a adopté un certain nombre de résolutions sur le désarmement dont l'une invitait instamment les principales puissances nucléaires à ouvrir des pourparlers sur la limitation des armes stratégiques qu'on considère essentielle pour faire avancer la question du désarmement. Après la reprise de la vingt-deuxième session on avait approuvé la conclusion du Traité de non-prolifération des armes nucléaires par la Conférence des dix-huit puissances sur le désarmement.

Le problème du milieu humain et les questions relatives à l'utilisation à meilleur escient des ressources limitées du monde dans le cadre de la coopération internationale ont constitué la plaque tournante de la vingt-troisième session, où les débats ont passé des fonds marins et océaniques et de la pollution aux questions de l'espace extra-atmosphérique. On doit en grande partie à l'initiative de la Suède et du Canada, une résolution parrainée par 52 nations et prévoyant que la première conférence internationale sur le milieu humain aurait lieu en 1972, de même que la décision prise par l'Assemblée générale d'instaurer un groupe de travail sur les émissions en direct depuis les satellites.

Dans le domaine du développement économique, un certain nombre de résolutions importantes ont été votées, dont plusieurs traitaient des ressources de la mer, des protéines comestibles, de l'exode du personnel qualifié et de l'assistance alimentaire multilatérale. La plus importante d'entre elles a institué une commission préparatoire à un comité économique élargi du Conseil économique et social (ECOSOC) en vue de préparer la